

Séminaire organisé par :
Marie Cartier (CENS), Clémence Ledoux (DCS) et Rafael Munagorri (DCS)

Les employeurs dans les relations d'emploi de service à domicile : usages et pratiques du droit

La démographie des sociétés occidentales, les évolutions structurelles de l'emploi, les politiques publiques menées à l'échelle locale, nationale, européenne et internationale ont favorisé dans les dernières décennies le nombre des emplois de service à domicile et notamment de l'aide à domicile. De plus en plus visibles, ces emplois aux dénominations statistiques et juridiques diverses (travailleurs/euses domestiques, employé.e.s de maison, salarié.e.s des services à la personne, *home care workers*...) - principalement occupés par des femmes, souvent migrantes - restent plus ou moins encadrés par le droit selon les contextes nationaux et locaux. Des mobilisations de « travailleur.e.s domestiques » sans précédent ont vu le jour dans plusieurs pays et ont abouti à établir une convention de l'OIT : « Un travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques ». Parallèlement, dans plusieurs pays européens, des organisations spécifiques de défense de ces travailleur.e.s ou de représentation de leurs employeur/euses ont vu le jour et/ou les organisations syndicales et patronales nationales existantes ont intégré dans leur structure des unités en charge de ces emplois. Au niveau européen, les organisations patronales se sont regroupées en fédérations, où elles se mobilisent pour avoir accès au marché des services auprès des personnes dépendantes fragiles et obtenir des Etats le soutien de dispositifs socio-fiscaux dédiés, tout en s'engageant à respecter des droits minimaux.

L'étude des travailleurs et travailleuses domestiques a fait l'objet de très nombreux travaux en sciences sociales de part et d'autre de l'Atlantique (*ethnic, gender et legal studies, welfare state analysis*).

Ce séminaire qui regroupera sociologues, juristes et politistes propose d'aborder ce vaste et dynamique champ de recherches par un angle peu souvent adopté, celui des employeurs/euses. Il s'agira d'abord d'en explorer la diversité juridique et sociale et ses recompositions dans divers contextes nationaux : particuliers, associations, entreprises, auto-entrepreneurs ; ménages aisés ou modestes plus ou moins organisés et familiers du rôle d'employeur etc. Quels sont les effets du type d'employeur et de la nature de la relation d'emploi (contrat de travail, prestation de service...) sur la balance du pouvoir dans la relation de service, sur le salaire, les droits, la syndicalisation, les conditions de travail des *home care workers* ? Quelles sont les pratiques de diffusion de l'information sur les droits et quels sont les facteurs de déploiement de politiques des droits et les représentations qu'elles portent ? Comment ces droits sont-ils interprétés par celles et ceux qu'ils contraignent comme par celles et ceux qu'ils protègent ? Dans quelle mesure une représentation telle que celle des « mondes hostiles » selon la formule de Viviana Zelizer structure-t-elle les représentations, pratiques, mobilisations de ces employeurs ? À travers les employeurs dans les relations d'emploi de service à domicile, il s'agira donc ici d'explorer comment le droit intervient dans des domaines où il fut longtemps absent ou peu présent.

Programme :

Séance du mardi 19 décembre 2017 à 14h reportée au 5 octobre 2018 - **Franca van Hooren**, Assistant Professor at the University of Amsterdam, Department of Political Science, *Employers and Unions of migrant domestic workers in the Netherlands*.

Le vendredi 22 décembre 2017 à 10h (salle de séminaire du CENS, salle F020, Bâtiment F0, site Recteur Schmitt) - **Margot Beal**, historienne, *Le patronat domestique : la gestion des travailleurs et travailleuses domestiques à la Belle Epoque à la lumière d'archives judiciaires*.

Le mardi 15 mai 2018 à 10h (Faculté de Droit et de Science politique) - **Lydia Hayes**, Lecturer in Law, Cardiff University, *"Stories of Care" and Employers*.

Le vendredi 18 mai 2018 à 10h (salle de séminaire du CENS, salle F020, Bâtiment F0, site Recteur Schmitt) - **Nicolas Belorgey**, Chargé de recherche au CNRS, IRISSO, *Absent, subi ou forgé : le droit pour les employeurs de salariés aidants*.

Seminar organized by :
Marie Cartier (CENS), Clémence Ledoux (DCS) et Rafael Munagorri (DCS)

Employers in services relations at home: usages and practices of the law

There has been an increase in home services in recent decades due to the demographics of Western societies, structural evolutions in the labour market, and public policies developed at the local, national, European and international levels. Increasingly visible today, these jobs have diverse legal and statistical denominations (domestic workers, people employed at home, personal service employees, home care workers, and so forth), and are primarily occupied by women (often migrants). They are more or less regulated by the law, depending on national and local contexts. However, there have been unprecedented mobilizations by domestic workers in several countries, which have resulted in the establishment of an ILO Convention entitled "Decent Work for Domestic Workers". Alongside this, specific organizations have been set up in several European countries to defend these workers or to represent their employers. In some countries existing national trade unions and employer organizations have integrated units in charge of these jobs into their structures. At the European level, employers' organizations have federated and mobilize in order to access the market of services for frail dependent people and also to obtain state support for specific socio-fiscal arrangements, while committing to respect minimum rights.

The analysis of domestic workers has been the subject of numerous studies in social sciences on both sides of the Atlantic (in ethnic, gender and legal studies, welfare state analysis). This seminar, which will bring together sociologists, legal scholars, and political scientists, aims to tackle this vast and dynamic field of research through an approach which is rarely adopted: via the employers. We will begin by exploring their legal and social diversity and their reconfiguration in various national contexts : individuals, associations, companies, and self-employed workers ; households that are affluent or more modest, and those who are more or less organized and familiar with the role of employers, and so forth. What are the effects of the type of employer and the nature of the employment relationship (employment contract, service...) and what are their consequences for the balance of power in the service relationship, for wages, rights, unionization, and the working conditions of home care workers ? What are the practices for spreading information about rights and what are the factors in the development of the politics of rights and the representations it conveys ? How are these rights interpreted by those who are constrained by them and by those whom they protect ? To what extent does a representation such as that of "hostile worlds", to use Viviana Zelizer's expression, structure the representations, practices, and mobilizations of these employers ? Through the case of employers in home-based employment relations, the aim here is to explore how the law

Program :

Séance du mardi 19 décembre 2017 à 14h reportée au 5 octobre 2018 - Franca van Hooren, Assistant Professor at the University of Amsterdam, Department of Political Science, *Employers and Unions of migrant domestic workers in the Netherlands*.

Franca van Hooren, Assistant Professor at the University of Amsterdam, Department of Political Science, *Employers and Unions of migrant domestic workers in the Netherlands*.

Le vendredi 22 décembre 2017 à 10h (salle de séminaire du CENS, salle F020, Bâtiment F0, site Recteur Schmitt) - **Margot Beal**, historienne, *Le patronat domestique : la gestion des travailleurs et travailleuses domestiques à la Belle Epoque à la lumière d'archives judiciaires*.

Le mardi 15 mai 2018 à 10h (Faculté de Droit et de Science politique) - **Lydia Hayes**, Lecturer in Law, Cardiff University, *"Stories of Care" and Employers*.

Le vendredi 18 mai 2018 à 10h (salle de séminaire du CENS, salle F020, Bâtiment F0, site Recteur Schmitt) - **Nicolas Belorgey**, Chargé de recherche au CNRS, IRISSO, *Absent, subi ou forgé : le droit pour les employeurs de salariés aidants*.